

	La contribution est d'un montant de 0 EUR provenant du budget général de l'Union européenne pour l'exercice N, d'un montant de 2 000 000 EUR du budget général de l'Union européenne pour l'exercice N + 1, d'un montant de 2 000 000 EUR du budget général de l'Union européenne pour l'exercice N + 2, d'un montant de 2 000 000 EUR du budget général de l'Union européenne pour l'exercice N + 3 et d'un montant de 1 980 000 EUR pour les exercices ultérieurs, sous réserve de la disponibilité de crédits pour les exercices respectifs suivant l'adoption du budget annuel concerné, ou tel que prévu dans le système des douzièmes provisoires.
GESTION ET EXÉCUTION	
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)¹	Gestion indirecte avec entités à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.1

1.2. Résumé de l'action

Le programme d'appui à la gouvernance financière et administrative en Mauritanie, traduit la volonté de l'UE et de la Mauritanie d'appuyer des réformes en stricte cohérence avec le programme indicatif pluriannuel (PIP) 2021-2027 et en particulier le domaine prioritaire 3 – Gouvernance, visant la gouvernance économique et de l'administration publique nationale. Ce programme couvrira une période de mise en œuvre de 60 mois et est doté d'un montant global de 7 980 000 EUR.

L'objectif de ce programme est d'améliorer la gouvernance financière et administrative en stimulant la réforme des finances publiques et de l'administration nationale au bénéfice des divers secteurs sous-tendant l'action publique.

L'action poursuivra l'appui à la mise en œuvre de la Loi organique relative aux lois de finances (LOLF) avec une gestion publique efficace articulée autour de règles de gestion budgétaire rénovées, d'une mobilisation optimale des ressources intérieures, d'une comptabilité générale utile à la décision et de contrôles interne et externe plus efficaces. En outre, avec la nouvelle LOLF, la déconcentration de la gestion du personnel de l'État devient une réalité et sera définitive et obligatoire à partir de 2023 pour tous les ministères qui deviendront ordonnateurs de budgets. La réforme de la fonction publique (pilotee par la Primature) est nécessaire et complémentaire à la réforme de la gestion des finances publiques. Le respect des objectifs d'une gestion budgétaire axée sur la performance par les administrations de l'État rend inévitable la révision du statut du fonctionnaire et son application. Les règles statutaires devront être modernisées pour permettre l'intégration d'objectifs de performance, mesures pour diminuer les inégalités de genre, dans l'administration de l'État et rendre les carrières suffisamment attractives pour les hommes et les femmes. Par ailleurs, l'identification digitalisée des agents publics et une informatisation plus aboutie des opérations de paie permettront un assainissement de la solde de la fonction publique.

Cette action constitue un élément fondamental pour permettre à l'État de gérer au mieux les futurs revenus générés par l'exploitation du gisement gazier offshore qui démarrera dans les prochaines années et surtout permettre à tous les citoyens et citoyennes de bénéficier des retombées liées à cette exploitation gazière dont les volumes potentiels sont énormes en vue d'améliorer leur bien-être. En marge de cette action, dans le cadre de l'objectif spécifique 2.2 du PIP de coopération avec la Mauritanie pour 2021-2027, l'Union européenne accompagnera la Mauritanie dans son ambition d'augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique (50 % en 2030) conformément aux engagements de la Mauritanie sur la réduction des gaz à effet de serre (COP21), et ce malgré l'arrivée de l'exploitation du gaz naturel, car le potentiel solaire et éolien en Mauritanie figure parmi les plus importants d'Afrique de l'Ouest.

2. JUSTIFICATION

2.1. Contexte

La Mauritanie est un partenaire stratégique de l'UE dans le Sahel y compris dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, la migration irrégulière et les réseaux criminels ainsi que dans le domaine de la sécurité en appuyant la coopération régionale dans le cadre du G5 Sahel.

¹Article 27 de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale - Europe dans le monde
Page 3 de 17